



RÈGLEMENT NUMÉRO 442-1

**RELATIF À L'UTILISATION DE L'EAU POTABLE À L'EXTÉRIEUR ET
REMPLOÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 442 CONCERNANT
L'UTILISATION DE L'EAU POTABLE ET ABROGEANT LES RÈGLEMENTS
NUMÉROS 417-2 ET 417-3**

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et le projet de règlement présenté lors d'une séance du conseil municipal en date du 19 février 2018;

CONSIDÉRANT que monsieur le maire a fait mention de l'objet et de la portée du Règlement;

CONSIDÉRANT que la greffière a pris les dispositions nécessaires pour que des copies du Règlement soient mises à la disposition du public pour consultation dès le début de la séance;

PAR CONSÉQUENT, QU'IL SOIT STATUÉ, ET IL EST STATUÉ, PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT, ORDONNÉ ET DÉCRÉTÉ CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJECTIF DU RÈGLEMENT

Le présent Règlement a pour objectif de régir l'utilisation de l'eau potable en vue de préserver la qualité et la quantité de la ressource.

ARTICLE 2 – DÉFINITION DES TERMES

a) Arrosage automatique

Désigne l'arrosage fait par tout appareil, relié à l'aqueduc, actionné automatiquement, y compris les appareils électroniques ou souterrains.

b) Arrosage manuel

Désigne l'arrosage avec un boyau, relié à l'aqueduc, équipé d'une fermeture à relâchement tenu à la main pendant la période d'utilisation.

c) Asperseur amovible

Désigne un dispositif d'arrosage qui projette l'eau provenant du boyau d'arrosage sur une superficie plus ou moins grande, souvent contrôlée en fonction de la pression. Ce dispositif permet d'arroser une section de terrain à la fois et doit être déplacé manuellement afin de procéder à l'arrosage de plusieurs sections d'un terrain.

d) Bâtiment

Désigne toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

e) Compteur ou compteur d'eau

Désigne un appareil servant à mesurer la consommation d'eau.

f) Habitation

Signifie tout bâtiment destiné à loger des êtres humains, comprenant, entre autres, les habitations unifamiliales et multifamiliales, les édifices à logements, les condominiums et les habitations intergénérationnelles.

g) Immeuble

Désigne le terrain, les bâtiments et les améliorations.

2018
11

h) Logement

Désigne un local, un appartement servant ou destiné à servir de résidence à une ou plusieurs personnes, et qui comporte généralement des installations sanitaires de même que des installations pour préparer et consommer des repas, ainsi que pour dormir.

i) Lot

Signifie un fonds de terre identifié et délimité sur un plan de cadastre, fait et déposé conformément aux exigences du Code civil.

j) Occupant

Désigne une personne qui occupe un lieu, un bâtiment, une habitation ou un logement.

k) Personne

Comprend les personnes physiques et morales, les sociétés de personnes, les fiducies et les coopératives.

l) Propriétaire

Désigne en plus du propriétaire en titre, l'occupant, l'usager, le locataire, l'emphytéote, les personnes à charge ou tout autre usufruitier, l'un n'excluant pas nécessairement les autres.

m) Purge continue

Désigne le fait d'évacuer l'eau, de la faire couler d'un tuyau, d'un robinet ou de tout dispositif permettant l'écoulement de celle-ci et ce, de façon continue.

n) Robinet d'arrêt

Désigne un dispositif installé par la Ville à l'extérieur d'un bâtiment sur le branchement de service, servant à interrompre l'alimentation d'eau de ce bâtiment.

o) Tuyauterie intérieure

Désigne l'installation à l'intérieur d'un bâtiment, à partir de la vanne d'arrêt intérieure.

p) Vanne d'arrêt intérieure

Désigne un dispositif installé à l'intérieur d'un bâtiment et servant à interrompre l'alimentation en eau de ce bâtiment.

q) Ville

Désigne la Ville d'Otterburn Park.

ARTICLE 3 – CHAMPS D'APPLICATION

Ce Règlement fixe les normes d'utilisation de l'eau potable provenant du réseau de distribution de l'eau potable de la Ville et s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville.

Le présent Règlement n'a pas pour effet de limiter l'usage de l'eau potable pour des activités de production horticole qui représentent l'ensemble des activités requises pour la production de légumes, de fruits, de fleurs, d'arbres ou d'arbustes ornementaux, à des fins commerciales ou institutionnelles, comprenant la préparation du sol, les semis, l'entretien, la récolte, l'entreposage et la mise en marché.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ DES MESURES

La responsabilité de l'application du présent Règlement est dévolue au Service de l'urbanisme et du Service des travaux publics de la Ville d'Otterburn Park. Le directeur du Service de l'urbanisme ou son représentant et le directeur du Service

des travaux publics ou son représentant sont autorisés à émettre les permis et à appliquer le présent Règlement.

ARTICLE 5 – POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA VILLE

5.1 Empêchement à l'exécution des tâches

Quiconque empêche un employé de la Ville ou une autre personne à son service de faire des travaux de réparation, de lecture ou de vérification, le gêne ou le dérange dans l'exercice de ses pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc, ses appareils ou accessoires, entrave ou empêche le fonctionnement du réseau de distribution de l'eau potable, des accessoires ou des appareils en dépendant, est responsable des dommages aux équipements précédemment mentionnés en raison de ses actes, contrevient au présent Règlement et se rend passible des peines qui y sont prévues.

5.2 Droit d'entrée

Toute personne spécifiquement désignée par la Ville a le droit d'entrer en tout temps raisonnable en tout lieu public ou privé, dans ou hors des limites de la Ville et d'y rester aussi longtemps qu'il est nécessaire afin d'exécuter une réparation ou de constater si les dispositions du présent Règlement ont été observées. Toute collaboration requise doit lui être donnée pour lui faciliter l'accès. Cette personne doit avoir sur elle et exhiber, lorsqu'il en est requis, une pièce d'identité délivrée par le directeur du Service de l'urbanisme de la Ville. De plus, cette personne a accès, à l'intérieur des bâtiments, aux vannes d'arrêt intérieures.

5.3 Fermeture de l'entrée d'eau

Toute personne spécifiquement autorisée par la Ville à cet effet a le droit de fermer l'entrée d'eau pour effectuer des réparations au réseau de distribution sans que la Ville soit responsable de tout dommage résultant de ces interruptions. Cette personne doit cependant avertir par tout moyen raisonnable les consommateurs affectés, sauf en cas d'urgence.

5.4 Pression et débit d'eau

Quel que soit le type de raccordement, la Ville ne garantit pas un service ininterrompu ni une pression ou un débit déterminé. Personne ne peut refuser de payer, partiellement ou totalement, un compte ou une facture à cause d'une insuffisance d'eau et ce, quelle qu'en soit la cause.

Si elle le juge opportun, la Ville peut exiger du propriétaire qu'il installe un réducteur de pression avec manomètre lorsque celle-ci dépasse 80 PSI, lequel doit être maintenu en bon état de fonctionnement. La Ville n'est pas responsable des dommages causés par une pression trop forte ou trop faible.

La Ville n'est pas responsable des pertes ou des dommages occasionnés par une interruption ou une insuffisance d'approvisionnement en eau si la cause est un accident, un feu, une grève, une émeute, une guerre ou pour tout autre cause qu'elle ne peut maîtriser. De plus, la Ville peut prendre les mesures nécessaires pour restreindre la consommation si les réserves d'eau deviennent insuffisantes. Dans de tels cas, la Ville peut fournir l'eau avec préférence accordée aux immeubles qu'elle juge prioritaires avant de fournir les propriétaires privés reliés au réseau de distribution d'eau potable.

5.5 Demande de plans

La Ville peut exiger qu'on lui fournisse un ou des plans de la tuyauterie intérieure d'un bâtiment ou les détails du fonctionnement d'un appareil utilisant l'eau du réseau de distribution d'eau potable de la Ville.

ARTICLE 6 – UTILISATION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS D'EAU

6.1 Code de plomberie

La conception et l'exécution de tous travaux relatifs à un système de plomberie, exécutés à compter de l'entrée en vigueur du présent Règlement, doivent être conformes au Code de construction du Québec, chapitre III — Plomberie, et du Code de sécurité du Québec, chapitre I — Plomberie, dernières versions.

Les modifications apportées aux codes mentionnés au premier alinéa feront partie du présent Règlement au terme d'une résolution suivant l'article 6 de la Loi sur les compétences municipales.

6.2 Climatisation, réfrigération et compresseurs

Il est interdit d'installer tout système de climatisation ou de réfrigération utilisant l'eau potable. Tout système de ce type installé avant l'entrée en vigueur de ce Règlement doit être remplacé avant le 1^{er} juin 2019 par un système n'utilisant pas l'eau potable.

Malgré le premier alinéa de cet article, il est permis d'utiliser un système de climatisation ou de réfrigération lorsqu'il est relié à une boucle de recirculation d'eau sur laquelle un entretien régulier est réalisé selon les normes du fabricant.

Il est interdit d'installer tout compresseur utilisant l'eau potable. Tout compresseur de ce type installé avant l'entrée en vigueur de ce Règlement doit être remplacé avant le 1^{er} juin 2019 par un compresseur n'utilisant pas l'eau potable.

Malgré le troisième alinéa de cet article, il est permis d'utiliser un compresseur lorsqu'il est relié à une boucle de recirculation d'eau sur laquelle un entretien régulier est réalisé selon les normes du fabricant.

6.3 Utilisation des bornes d'incendie et des vannes du réseau municipal

Les bornes d'incendie ne sont utilisées que par les employés de la Ville autorisés à cet effet. Toute autre personne ne pourra ouvrir, fermer, manipuler ou opérer une borne d'incendie ou une vanne sur la conduite d'alimentation d'une borne d'incendie sans l'autorisation du Service des travaux publics de la Ville.

L'ouverture et la fermeture des bornes d'incendie doivent se faire conformément à la procédure prescrite par la Ville. Un dispositif antiretour double doit être utilisé afin d'éliminer les possibilités de siphonage.

6.4 Remplacement, déplacement et disjonction d'un branchement de service

Toute personne doit aviser le directeur du Service des travaux publics ou son représentant avant de disjoindre, de remplacer ou de déplacer tout branchement de service. Elle doit obtenir de la Ville un permis, payer les frais d'excavation et de réparation de la coupe, ainsi que les autres frais engagés par cette disjonction, ce remplacement ou ce déplacement que la Ville peut établir dans un règlement de tarification.

Il en sera de même pour les branchements de service alimentant un système de gicleurs automatiques.

6.5 Défectuosité d'un tuyau d'approvisionnement

Tout occupant d'un bâtiment doit aviser le directeur du Service des travaux publics ou son représentant aussitôt qu'il entend un bruit anormal ou constate une irrégularité quelconque provenant de la tuyauterie d'un immeuble ou sur le branchement de service. Toute personne autorisée par la Ville pourra alors localiser la défectuosité et la réparer. Si la défectuosité se situe sur la tuyauterie privée entre le robinet d'arrêt et le compteur, ou entre le robinet d'arrêt et la vanne d'arrêt intérieure du bâtiment, s'il n'y a

pas de compteur ou si le compteur est installé dans une chambre près de la ligne de rue, la Ville avise alors le propriétaire de faire la réparation dans un délai de quinze (15) jours.

6.6 Tuyauterie et appareils situés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment destiné à l'usage du public

Une installation de plomberie, dans un bâtiment ou dans un équipement destiné à l'usage du public, doit être maintenue en bon état de fonctionnement, de sécurité et de salubrité.

6.7 Raccordements

Il est interdit de raccorder la tuyauterie d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable de la Ville à un autre logement ou bâtiment situé sur un autre lot.

Il est interdit, pour le propriétaire ou l'occupant d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable de la Ville, de fournir cette eau à d'autres logements ou bâtiments ou de s'en servir autrement que pour l'usage du logement ou du bâtiment.

Il est interdit de raccorder tout système privé à un réseau de distribution d'eau potable de la Ville ou à un système de plomberie desservi par le réseau de distribution d'eau potable de la Ville.

6.8 Urinoirs à chasse automatique munis d'un réservoir de purge

Il est interdit d'installer tout urinoir à chasse automatique muni d'un réservoir de purge utilisant l'eau potable. Tout urinoir de ce type installé avant l'entrée en vigueur de ce Règlement doit être remplacé avant le 1^{er} juin 2019 par un urinoir à chasse manuelle ou à détection de présence.

ARTICLE 7 – UTILISATIONS INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES

7.1 Remplissage de citerne

Toute personne qui désire remplir une citerne d'eau à même le réseau de distribution d'eau potable de la Ville doit le faire avec l'approbation du directeur du Service des travaux publics ou son représentant et à l'endroit que ce dernier désigne, conformément aux règles édictées par celle-ci. De plus, un dispositif antiretour double doit être utilisé afin d'éliminer les possibilités de siphonage.

7.2 Arrosage manuel de la végétation

L'arrosage manuel, à l'aide d'un tuyau muni d'un dispositif à fermeture automatique, d'un jardin, d'un potager, d'une boîte à fleurs, d'une jardinière, d'une plate-bande, d'un arbre, d'un arbuste ou de la pelouse est permis en tout temps sauf en cas d'avis d'interdiction d'arrosage émis par la Ville ou la Régie intermunicipale de l'Eau de la Vallée du Richelieu.

7.3 Périodes d'arrosage des pelouses

Durant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année, l'arrosage des pelouses est permis uniquement de 2 h à 4 h, pour une durée maximale de deux (2) heures, si l'eau est distribuée par des systèmes d'arrosage automatique, uniquement de 20 h à 22 h, pour une durée maximale de deux (2) heures, si l'eau est distribuée par des asperseurs amovibles ou par des tuyaux poreux et ce, selon les jours suivants :

- adresse avec numéro civique pair : mardi et jeudi;
- adresse avec numéro civique impair : mercredi et vendredi.

7.4 Périodes d'arrosage des autres végétaux

Durant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année, l'arrosage des haies, arbres, arbustes ou autres végétaux est permis uniquement de 2 h à 4 h, pour une durée maximale de deux heures, si l'eau est distribuée par des systèmes d'arrosage automatique, uniquement de 20 h à 22 h, pour une durée maximale de deux (2) heures, si l'eau est distribuée par des asperseurs amovibles ou par des tuyaux poreux et ce, selon les jours suivants :

- adresse avec numéro civique pair : mardi et jeudi;
- adresse avec numéro civique impair : mercredi et vendredi.

7.5 Systèmes d'arrosage automatique

Un système d'arrosage automatique doit être équipé des dispositifs suivants :

- un détecteur d'humidité automatique ou d'un interrupteur automatique en cas de pluie, empêchant les cycles d'arrosage lorsque les précipitations atmosphériques calculées sur une période de sept (7) jours, suffisent ou lorsque le taux d'humidité du sol est suffisant;
- un dispositif antirefoulement conforme à la norme CSA B64.10 pour empêcher toute contamination du réseau de distribution d'eau potable;
- une vanne électrique destinée à être mise en œuvre par un dispositif de pilotage électrique et servant à la commande automatique de l'arrosage ou du cycle d'arrosage;
- une poignée ou un robinet-vanne à fermeture manuelle servant exclusivement en cas de bris, de mauvais fonctionnement ou pour tout autre cas jugé urgent. La poignée ou le robinet-vanne doit être accessible de l'extérieur.

Toutefois, un système d'arrosage automatique installé avant l'entrée en vigueur de ce Règlement et incompatible avec les exigences de cet article, peut être utilisé, mais doit être mis à niveau, remplacé ou mis hors service avant le 1^{er} juin 2019.

7.6 Nouvelle pelouse et nouvel aménagement

Durant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année, malgré les articles 7.3 et 7.4, il est permis d'arroser tous les jours aux heures et à la durée prévues aux articles 7.3 et 7.4, une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes et un nouvel aménagement paysager pour une période de quinze (15) jours suivant le début des travaux d'ensemencement, de plantation ou d'installation de gazon en plaques.

L'arrosage d'une pelouse implantée à l'aide de gazon en plaques est permis en tout temps pendant la journée de son installation.

Les propriétaires qui arrosent une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes ou un nouvel aménagement paysager durant cette période doivent produire les preuves d'achat des végétaux ou des semences concernées sur demande d'une personne responsable de l'application du présent Règlement.

Les propriétaires qui souhaitent procéder à l'arrosage décrit au premier et deuxième paragraphes du présent article doivent obtenir au préalable un permis de la Ville en présentant une demande au Service de l'urbanisme et en défrayant les coûts fixés par le Règlement sur la tarification des services municipaux.

7.7 Pépiniéristes

Durant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année, malgré les articles 7.3 et 7.4, il est permis d'arroser tous les jours aux heures prévues aux articles 7.3 et 7.4, lorsque cela est nécessaire pour les pépiniéristes.

7.8 Ruissellement de l'eau

Il est interdit à toute personne d'utiliser de façon délibérée un équipement d'arrosage de façon telle que l'eau s'écoule dans la rue ou sur les propriétés voisines.

7.9 Piscine et spa

Durant la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année, le remplissage d'une piscine ou d'un spa est interdit de 6 h à 20 h. Pour la période permise, le remplissage doit être fait sous surveillance afin d'éviter tout débordement ou consommation excessive de l'eau. Toutefois, il est permis d'utiliser l'eau de l'aqueduc à l'occasion du montage d'une nouvelle piscine pour maintenir la forme de la structure.

7.10 Véhicules, patios ou murs extérieurs d'un bâtiment

Le lavage des véhicules est permis en tout temps, sauf en cas d'avis d'interdiction d'arrosage émis par la Ville ou la Régie intermunicipale de l'Eau de la Vallée du Richelieu, à la condition d'utiliser un seau de lavage ou un boyau d'arrosage muni d'un dispositif à fermeture automatique.

Le lavage des patios ou des murs extérieurs d'un bâtiment est permis en tout temps sauf du 1^{er} mai au 30 septembre de chaque année. Malgré cette période d'interdiction, le lavage est permis lors de travaux de peinture, de construction, de rénovation ou d'aménagement paysager justifiant le nettoyage des patios ou des murs extérieurs du bâtiment.

Il est strictement interdit en tout temps d'utiliser l'eau potable pour faire fondre la neige ou la glace des entrées d'automobiles, des terrains, des patios ou des trottoirs.

7.11 Lave-auto

Tout lave-auto automatique qui utilise l'eau de l'aqueduc doit être muni d'un système fonctionnel de récupération, de recyclage et de recirculation de l'eau utilisée pour le lavage des véhicules.

Le propriétaire ou l'exploitant d'un lave-auto automatique doit se conformer au premier alinéa avant le 1^{er} juin 2019.

7.12 Bassins paysagers

Tout ensemble de bassins paysagers, comprenant ou non des jets d'eau ou une cascade ainsi que des fontaines, dont le remplissage initial et la mise à niveau sont assurés par l'aqueduc, doit être muni d'un système fonctionnel assurant la recirculation de l'eau. L'alimentation continue en eau potable est interdite.

Le propriétaire de bassins et/ou de fontaine doit se conformer au premier alinéa avant le 1^{er} juin 2019.

7.13 Jeu d'eau

Tout jeu d'eau doit être muni d'un système de déclenchement sur appel. L'alimentation continue en eau potable est interdite.

7.14 Purges continues

Il est interdit de laisser couler l'eau, sauf si le directeur du Service des travaux publics ou son représentant l'autorise explicitement et ce, dans certains cas particuliers uniquement.

7.15 Irrigation agricole

Il est strictement interdit d'utiliser l'eau potable pour l'irrigation agricole, à moins qu'un compteur d'eau ne soit installé sur la conduite d'approvisionnement et que le directeur du Service des travaux publics ou son représentant l'ait autorisé.

7.16 Source d'énergie

Il est interdit de se servir de la pression ou du débit du réseau de distribution de l'eau potable comme source d'énergie ou pour actionner une machine quelconque.

7.17 Interdiction d'arroser

La personne chargée de l'application du Règlement ou la Régie intermunicipale de l'Eau de la Vallée du Richelieu peut, pour cause de sécheresse, de bris majeurs de conduites d'aqueduc municipales et lorsqu'il est nécessaire, de procéder au remplissage des réservoirs municipaux, par avis public ou tout autre moyen de communication, interdire dans un secteur donné ou sur tout le territoire de la Ville, et pendant une période déterminée, à toute personne d'arroser des pelouses, des arbres et des arbustes, de procéder au remplissage des piscines ainsi que de laver les véhicules ou d'utiliser de l'eau à l'extérieur, peu importe la raison. Toutefois, cette interdiction ne touche pas l'arrosage manuel des potagers et des plantes comestibles, en terre ou en pot, des jardins, des fleurs et des autres végétaux.

Dans le cas de nouvelles pelouses, de nouvelles plantations d'arbres ou d'arbustes ou de remplissage de nouvelles piscines, une autorisation peut être obtenue du directeur du Service des travaux publics ou son représentant si les circonstances climatiques ou les réserves d'eau le permettent.

ARTICLE 8 – COÛTS, INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

8.1 Interdictions

Il est interdit de modifier les installations et de nuire au fonctionnement de tous les dispositifs et accessoires fournis ou exigés par la Ville, de contaminer l'eau dans l'aqueduc ou les réservoirs, sans quoi les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales appropriées.

8.2 Coût de travaux de réfection

Si le propriétaire exige que son entrée d'eau soit reconstruite ou remplacée par une de plus grand diamètre, ou qu'elle soit installée plus profondément dans le sol, le coût de cette reconstruction ou de cette réfection sera assumé par ledit propriétaire qui devra, avant que les travaux soient entrepris, déposer au Service des finances de la Ville le montant estimé du coût de tels travaux. Le coût réel final et les frais seront rajustés après la fin des travaux.

8.3 Pénalités

Quiconque contrevient à une disposition du présent Règlement commet une infraction et est passible :

- a) s'il s'agit d'une personne physique d'une amende de :
 - 100 \$ à 300 \$ pour une première infraction;
 - 300 \$ à 500 \$ pour une première récidive;
 - 500 \$ à 1 000 \$ pour toute récidive additionnelle.
- b) s'il s'agit d'une personne morale d'une amende de :
 - 200 \$ à 600 \$ pour une première infraction;
 - 600 \$ à 1 000 \$ pour une première récidive;
 - 1 000 \$ à 2 000 \$ pour toute récidive additionnelle.

Dans tous les cas, les frais prévus, entre autres, aux tarifs judiciaires en matière pénale s'ajoutent à l'amende.

Si l'infraction est continue, le contrevenant sera présumé commettre autant d'infractions qu'il y a de jours dans la durée de cette infraction.

Les dispositions du Code de procédure pénale s'appliquent lors de toute poursuite intentée en vertu du présent Règlement.

8.4 Délivrance d'un constat d'infraction

La personne chargée de l'application du présent Règlement ou ses représentants tel qu'identifié à l'article 4 susmentionné, tout agent de patrouille de surveillance de la Régie intermunicipale de l'Eau de la Vallée du Richelieu et tout agent de la paix ayant juridiction sur le territoire de la Ville sont autorisés à délivrer un constat d'infraction relatif à toute infraction au présent Règlement et intenter toute poursuite au nom de la Ville.

8.5 Ordonnance

Dans le cas où un tribunal prononce une sentence quant à une infraction dont l'objet est contraire aux normes du présent Règlement, il peut, en sus de l'amende et des frais prévus à l'article 8.3, ordonner que de telles infractions soient, dans le délai qu'il fixe, éliminées par le contrevenant et que, à défaut par le contrevenant de s'exécuter dans ledit délai, ladite infraction soit éliminée par des travaux appropriés exécutés par la Ville aux frais du contrevenant.

ARTICLE 9 – REMPLACEMENT

Le présent Règlement remplace le Règlement numéro 442 concernant l'utilisation de l'eau potable et abrogeant les Règlements numéros 417-2 et 417-3.

ARTICLE 10 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Règlement entre en vigueur conformément à la loi.



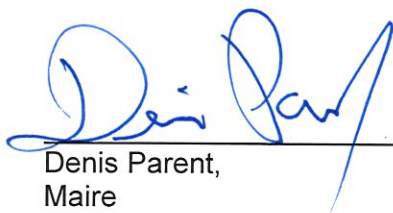
Denis Parent,
Maire



Me Julie Waite,
Greffière

CERTIFICAT

Avis de motion :	19 février 2018
Présentation du projet de règlement :	19 février 2018
Adoption :	19 mars 2018
Avis d'entrée en vigueur :	28 mars 2018



Denis Parent,
Maire



Me Julie Waite,
Greffière